

Phnom Penh, résuma, dans une communication à ses supérieurs, les sentiments du Canada envers l'inertie de la Commission du Cambodge en ces termes : « Rarement a-t-on vu dans l'histoire des activités humaines, autant d'argent dépensé par un si grand nombre de pays pour si peu de résultat »<sup>1</sup>. Le gouvernement Diefenbaker admit que la Commission du Vietnam continuait à jouer un rôle important, car elle préservait une relative stabilité politique dans la région face aux tentatives nord-vietnamiennes de déstabilisation du régime sud-vietnamien. C'est pour cette raison que le Canada s'alarma quand Washington proposa, à l'été 1958, d'augmenter le nombre de conseillers militaires américains au Vietnam. Les diplomates canadiens, qui craignaient les effets déstabilisateurs des plans de Washington, protestèrent énergiquement, sans parvenir toutefois à infléchir l'opinion américaine.

Selon les documents du chapitre IV, l'Europe de l'Est et l'Union soviétique restèrent en haut des priorités du programme de la politique étrangère d'Ottawa. Le Cabinet continua de porter attention au problème des réfugiés hongrois, mais en raison d'un malheureux conflit de compétences entre le ministère des Affaires extérieures et celui de la Citoyenneté et de l'Immigration, le Canada refusa d'accueillir des milliers de réfugiés hongrois dans le besoin, ce qui plongea le représentant principal de l'immigration du Canada à Genève dans l'embarras. En décembre 1958, une initiative diplomatique soviétique fut à l'origine d'un échange de correspondance entre le premier ministre soviétique Nicolaï Boulganine et le premier ministre Diefenbaker et amorça les premières discussions Est-Ouest en vue de la convocation d'une réunion au sommet. L'assurance croissante de Moscou sur la scène internationale et les changements en Union soviétique suscitérent, au ministère des Affaires extérieures, des débats sur les intentions des Soviétiques et sur les stratégies occidentales pour les contenir. Un document préparé par le Ministère et largement distribué, engagea finalement les pays de l'Ouest à adopter un mode d'action « au coup par coup et fondé sur la patience » s'inscrivant à l'intérieur d'un « projet de grande envergure et empreint d'imagination » en vue d'obtenir une coopération Est-Ouest [document 520].

Pendant les trois premiers mois du mandat conservateur, John Diefenbaker s'occupa du portefeuille des Affaires extérieures, en plus de remplir ses fonctions de premier ministre. Tout au long de son mandat, il garda un vif intérêt pour les affaires internationales et insista pour traiter lui-même les questions de politique étrangère délicates, comme il le fit dans les dossiers du NORAD et du CF-105. La tendance de Diefenbaker à prendre les décisions de politique étrangère capitales venait également de sa méfiance envers les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures, certains étant, à ses yeux des « Pearsonnalités » en raison de leur allégeance apparente à leur ancien chef politique. Par conséquent, en août 1957, Robert Bryce fit en sorte de faire nommer H. Basil Robinson agent chargé de la liaison permanente entre le Cabinet du premier ministre et le Ministère, fonction dont Robinson s'acquitta remarquablement. En septembre 1957, Diefenbaker nomma Sidney Smith, recteur de l'Université de Toronto, au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Administrateur et universitaire capable, Smith ne réussit pas à acquérir un rôle indépendant en tant que ministre des Affaires extérieures avant son décès soudain en mars 1959.

<sup>1</sup> Phnom Penh, lettre 237, du commissaire, CISC, Cambodge, au sous-secrétaire d'État des Affaires extérieures, 26 novembre 1958, MAE/50052-C-40.